

# Égalité entre les femmes et les hommes: avons-nous atteint le point de basculement?

Écrit par : Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet du Secrétaire général et Sherpa de l'OCDE au G20

Dernière mise à jour : 17 août 2020

**La célébration de cette journée fait partie des efforts constants que nous déployons pour éveiller les consciences, car je me réjouis de préciser que l'OCDE ne s'intéresse pas à la question des inégalités entre les femmes et les hommes seulement un jour par an. C'est toute l'année que nous nous employons à promouvoir l'égalité entre les sexes, et ce aussi bien dans nos pays membres et nos pays partenaires qu'au sein de l'Organisation. À vrai dire, s'il y a des progrès à faire, c'est dans notre prise de conscience de la nécessité de faire davantage avancer l'égalité. Cette année, la Journée internationale des droits des femmes a en effet pour thème #Press for Progress (« Accélérer les progrès »). Quelle est en fait la situation actuelle en la matière?**

Le rapport de l'OCDE intitulé Atteindre l'égalité femmes-hommes : Un combat difficile montre qu'il y a encore beaucoup à faire. Des progrès ont été accomplis dans certains domaines, comme celui de l'éducation où, dans les pays de l'OCDE, les filles réussissent aujourd'hui mieux que les garçons et parviennent à des niveaux d'études plus élevés.

Les disparités entre femmes et hommes en matière d'emploi se sont aussi réduites, bien qu'il subsiste une différence de 10 points de pourcentage ou plus, laquelle atteint 30 points dans certains pays comme le mien (le Mexique). Nous avons fait des progrès en assurant l'inscription de cette problématique parmi les priorités des dirigeants du G20 et du G7, ainsi que l'instauration d'un objectif de réduction de l'écart de taux d'activité, que l'OCDE a contribué à définir lors du Sommet du G20 qui s'est tenu à Brisbane en 2014.

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue désormais une question transversale au sein du G20 comme du G7. Mais même si la volonté est là, elle ne se traduit pas pour autant par des changements rapides.

Alors qu'elles atteignent des niveaux d'études plus élevés, les filles ne sont pas suffisamment représentées dans des disciplines rémunératrices comme celles des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM). Et dans les pays en développement, elles accusent toujours du retard. De plus, la révolution numérique est susceptible de créer une nouvelle fracture, avec une progression plus lente des filles dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). Les femmes sont très peu présentes dans le secteur des TIC. S'il est vrai que les nouvelles technologies vont ouvrir des débouchés offrant davantage de souplesse, elles peuvent aussi être associées à des emplois de qualité médiocre.

Il existe toujours un écart de salaire de 15 % dans les pays de l'OCDE, et nombreux sont aujourd'hui encore les postes d'encadrement supérieur et les fonctions dirigeantes dans les institutions publiques et les entreprises qui sont hors de la portée des femmes: le secteur privé est à la traîne. En 2016, les femmes ne représentaient que 4.8 % des PDG. Celles qui osent se lancer dans l'entrepreneuriat ont moins aisément accès au financement et aux réseaux. Il est donc peu étonnant que, jusqu'à l'an dernier, le Conseil mexicain des hommes d'affaires ait été composé, comme son nom l'indique si bien, uniquement d'hommes.

Dans la sphère politique, la situation est meilleure mais pas de beaucoup. Les femmes occupaient 28.7 % des sièges de la chambre basse des parlements des pays de l'OCDE. Il a fallu du temps pour briser le plafond verre, mais aussi pour nettoyer le plancher collant!

Certains pays encouragent la représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des entreprises, ainsi que la pratique de la discrimination positive pour les emplois publics, l'instauration de quotas étant la seule mesure qui semble produire rapidement des effets. De plus, si les quotas doivent être soigneusement définis, ils ne présentent pas de grands risques. Dans mon pays, le Congrès fédéral a maintenant atteint la parité.

Il y a ensuite le problème particulièrement grave des violences infligées aux femmes: 35 % des femmes de la planète ont subi des violences sexuelles. Ce problème existe dans le monde entier, mais il se pose avec une acuité particulière dans les pays en développement où les institutions judiciaires sont déficientes, ou dans lesquels sévissent des pratiques violentes telles que les mutilations sexuelles ou les mariages précoces. Au Niger, 3 filles sur 4 sont mariées avant leur 18ème anniversaire. Trente-six pays ne possèdent pas de législation spéciale pour la lutte contre le harcèlement sexuel. Et il faut aussi le dire, beaucoup de filles sont victimes d'exploitation et d'esclavage.

C'est pourquoi nous saluons l'initiative prise par le Royaume-Uni pour lutter contre l'esclavage moderne, ainsi que le rôle moteur que jouent dans ce domaine des personnes telles que le Prix Nobel Kailash Satyarthi, qui se bat pour sauver les centaines de milliers d'enfants victimes de trafic et réduits en esclavage. En ce qui concerne l'OCDE, elle a lancé le mois dernier un appel à l'action pour protéger les enfants migrants.

### **Analyse et solutions**

Ainsi, pourquoi n'y a-t-il pas encore basculement vers l'égalité entre les sexes ? Des progrès ont certes été réalisés dans nombre de pays en matière de sensibilisation de l'opinion et de politiques publiques, mais les inégalités tiennent en fait pour beaucoup à des stéréotypes sexistes profondément ancrés dans les institutions et modèles culturels, les croyances et les comportements. Dans certains pays en développement, les normes culturelles sont particulièrement fortes, et cela vaut aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Par exemple, en Afghanistan, 80 % des femmes pensent que la violence domestique est justifiée dans certains cas.

Ces normes sexuées ont des répercussions sur l'ensemble de la société et, du point de vue strictement économique, elles sont coûteuses: selon les estimations établies l'an dernier par l'OCDE, la discrimination fondée sur le sexe dans les lois, les attitudes et les pratiques coûte à l'économie mondiale près de 12 000 milliards USD.

La cultures et les normes déterminent le rôle que doivent respectivement jouer les femmes et les hommes tant au travail qu'au sein du foyer. On considère toujours que c'est aux femmes qu'il incombe de prendre soin des membres de la famille (enfants et parents âgés). Dans les pays de l'OCDE, celles-ci consacrent en moyenne plus d'1h30 par jour au travail non rémunéré; au Mexique, cette durée atteint le chiffre impressionnant de 4h30 par jour.

De plus, les femmes tendent davantage à avoir un parcours professionnel "non linéaire", notamment parce qu'elles l'interrompent pour pouvoir s'occuper de membres de la famille. Les normes sexuées sont donc présentes partout, à la maison, à l'école et sur le lieu de travail. Et elles sont difficiles à surmonter tant les préjugés inconscients sont forts.

Des études montrent que, si 69 % des gens affirment catégoriquement qu'ils jugent les femmes et les hommes tout aussi capables de diriger, 55 % des gens associent implicitement les fonctions dirigeantes aux seuls hommes. Et du côté des médias et des réseaux sociaux, la situation n'est guère brillante. Lors de notre étude PISA sur le bien-être des élèves, nous avons constaté que les garçons comme les filles étaient exposés au cyberharcèlement et autres facteurs de pression mais que, dans le cas des secondes, ceux-ci étaient toujours en rapport avec leur image et des modèles auxquels il leur était impossible de se conformer.

La satisfaction des filles de quinze ans à l'égard de la vie est inférieure de 10 points à celle des garçons du même âge.

Certes, il est nécessaire de définir de meilleures politiques, de promouvoir le congé parental pour les pères, de développer les modalités de travail souples et de mettre en place des services de qualité pour la garde des enfants afin de permettre aux deux parents de travailler. Il faut améliorer l'enseignement et encourager la réussite scolaire des filles. Nous avons besoin de manuels scolaires non sexistes et d'enseignants capables de les utiliser. Nous avons besoin d'instaurer des quotas pour les conseils d'administration des sociétés et d'apporter un soutien aux entrepreneuses. Mais si les pays ont déjà pris beaucoup de mesures dans ce sens, il reste pourtant un chantier à mener. Celui de la transformation des normes culturelles, qui ne concerne pas uniquement les femmes. Il s'agit d'assurer l'émergence de femmes et d'hommes conscients et respectueux de la dignité humaine, qui puissent édifier une société harmonieuse et solidaire. Tout comme il existe des stéréotypes pour les femmes, il en existe pour les hommes, qui doivent être élevés pour la guerre, se montrer sans pitié face à leurs concurrents et travailler 18 heures par jour. Et qui n'ont pas le droit de pleurer. C'est un modèle peu engageant.

Pour transformer les normes culturelles de façon à favoriser l'égalité entre les sexes, il faut un changement systémique. Pas seulement pour que les femmes puissent « s'imposer » mais, comme me l'a dit l'Ambassadeur d'Australie en France, pour que les hommes « se mettent à l'écoute ». Il s'agit de créer un système qui permettent tant aux femmes qu'aux hommes de s'épanouir. À cette fin, il faut des politiques judicieuses, des modèles identificatoires puissants, ainsi que des capacités et des ressources adéquates. Nous devons nous poser les questions suivantes : dans quelle mesure les politiques que nous mettons en place – dans le domaine de l'éducation ou de l'emploi, de la banque ou du logement – sont-elles propices à l'égalité entre les sexes ? Sont-elles bonnes pour toutes et tous ou seulement pour certaines catégories de la population ? Comment le savoir ? Nos politiques sont-elles tout aussi profitables aux femmes qu'aux hommes ?

Nous devons systématiquement adopter une optique sexospécifique pour tous les processus décisionnels et budgétaires, ainsi que mettre en œuvre des ressources, des capacités et une volonté politique suffisantes pour pouvoir déterminer si nos politiques et nos systèmes ont le même impact sur les femmes et sur les hommes.

C'est pourquoi nous vous présentons aujourd'hui la *Boîte à outils de l'OCDE pour l'intégration et l'application concrète du principe de l'égalité entre les femmes et les hommes*. Celle-ci aidera les gouvernements, les parlements et autorités judiciaires à concevoir des politiques et des services publics tenant compte des disparités entre les sexes au moyen de l'autoévaluation, ainsi qu'à mettre en lumière les mesures efficaces et celles qui manquent. Elle offre de nombreux exemples de

pratiques efficaces pour faciliter la mise en œuvre des politiques et autres initiatives.

La Boîte à outils est fondée sur le principe selon lequel la problématique femmes-hommes doit être prise en compte de manière transversale et intégrée dans toutes les décisions. Elle définit cinq actions essentielles:

- **Stratégie:** Les stratégies en faveur de l'égalité femmes-hommes doivent être systématiquement prises en compte dans les priorités ou les stratégies nationales globales.
- **Rôles et responsabilités:** Il est nécessaire de spécifier à qui incombe l'exécution de ce projet.
- **Outils et données:** Les responsables de l'élaboration des politiques doivent apprendre à appliquer une optique sexospécifique, notamment à travers l'évaluation de l'impact selon le sexe.
- **Redevabilité:** Les responsables de l'élaboration des politiques doivent savoir si leurs actions sont efficaces.
- **Parité:** Des femmes et des hommes d'horizons divers doivent participer à la prise de décision sur une base égalitaire de 50/50 à tous les niveaux et pour toutes les fonctions dirigeantes.

J'espère que les pays pourront ainsi plus facilement combler l'écart entre les paroles et les actes. Nous avons fait des progrès. Je suis optimiste et je crois que nous sommes en train d'atteindre le point de basculement: la jeune génération est plus progressiste et plus ouverte à l'idée que les femmes puissent jouer un rôle égal à celui des hommes dans la société, et il y a lieu de penser que les mentalités évoluent avec le temps.

Les femmes ne sont pas seules à être concernées : il s'agit aussi des hommes et des enfants, ainsi que de la construction de sociétés plus solidaires. C'est pourquoi l'OCDE travaille à la promotion du bien-être et à l'instauration d'une croissance inclusive. Nous nous attachons vraiment à mettre la personne – femmes, hommes et enfants – au centre des politiques que nous définissons.

We are really putting the person—the women, men and children—at the centre of our policies.

Cet article a été initialement publié le 8 mars 2018 à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, à l'adresse suivante : <https://gabrielaillianramos.wordpress.com/2018/03/08/closing-the-gender-gap-have-we-reached-the-tipping-point/>

## Références

[www.oecd.org/gender/governance/toolkit](http://www.oecd.org/gender/governance/toolkit) [www.oecd.org/gender/governance/toolkit](http://www.oecd.org/gender/governance/toolkit)

Ferrant, G. et A. Kolev, (2016), “Does gender discrimination in social institutions matter for long-term growth? Cross-country evidence”, Documents de travail du Centre de développement de l’OCDE n° 330, OCDE, Paris <http://dx.doi.org/http://dx.doi.org/10.1787/5jm2hz8dgl6-en>

OCDE (2017), Atteindre l’égalité femmes-hommes : Un combat difficile, Éditions OCDE, Paris <http://dx.doi.org/https://doi.org/10.1787/9789264281318-en>

Iniciativa NiñaSTEM Pueden <https://www.oecd.org/centrodemexico/laocde/iniciativaniastempueden/iniciativa-niastem-pueden.htm>